

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 31/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DU PARC EOLIEN MAS DE NAI

Cœur Défense – Tour B
100, Esplanade du Général de Gaulle
92 932 Paris La Défense Cedex
92000 Nanterre

Références : UD34/H5/CI/2026/001
Code AIOT : 0006605698

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement SOCIETE DU PARC EOLIEN MAS DE NAI implanté LIEUDIT MAS DE NAI 2 34650 Joncels. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DU PARC EOLIEN MAS DE NAI
- LIEUDIT MAS DE NAI 2 34650 Joncels
- Code AIOT : 0006605698
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le parc éolien est constitué de 14 éoliennes de 84 m de hauteur en bout de pale, 26 m de garde au sol et de puissance unitaire 0,85 MW soit au total 11,9 MW.

Les éoliennes sont positionnées sous la forme de 2 lignes espacées de 630 m suivant les 2 lignes de crêtes du relief. En termes d'impacts, il faut signaler la mortalité d'un Aigle royal en 2017 et 2 vautours fauves en 2021.

En 2024 et 2025, l'exploitant n'a pas réalisé de suivis environnementaux (suivi du comportement et du transit migratoire de l'avifaune et des chiroptères, suivi de mortalités, suivi d'activité des chiroptères, suivi spécifique de l'aigle royal) sur le parc éolien de Mas de Naï. Ce point est conforme à l'arrêté préfectoral du 06/08/2018 : ces suivis étaient requis sur une période de 3 ou 5 ans.

Le prochain suivi de la mortalité des oiseaux et des chauves-souris sera réalisé en 2026, coïncidant avec les dix ans d'exploitation du parc éolien, conformément à l'arrêté ministériel du 26/08/2011.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Demande d'action corrective	2 mois
3	Contrôles visuels	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Demande d'action corrective	2 mois
6	Mesures spécifiques en faveur des chiroptères	AP Complémentaire du 06/08/2018, article 2.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Registre de maintenance	AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1	Sans objet
4	OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
5	Protection de l'avifaune	AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 2.1.1	Sans objet
7	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le conteneur utilisé pour le stockage temporaire des déchets de maintenance doit être équipé de rétention sous deux mois.

Les rapports de contrôles des pales 2024 et 2025 ainsi que les rapports d'intervention du turbinier suite aux défauts constatés doivent être fournis. La version française de ces documents est requise.

Des justificatifs sont attendus concernant le bridage en faveur des chiroptères. De plus, sous un mois, l'exploitant doit paramétrer ce bridage passif de mars à octobre, entre 1 heure avant le coucher du soleil et 1 heure après le lever du soleil, en fonction de l'éphéméride.

L'exploitant ayant répondu au dernier point restant de la mise en demeure du 17 novembre 2021, celle-ci est levée.

2-4) **Fiches de constats**

N° 1 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : Dans le rapport de l'inspection réalisée en 2024, il était demandé à l'exploitant de : - fournir l'arrêté préfectoral de l'Installation réceptionnant les déchets ; - apporter des justifications concernant la gestion d'un lot de déchets ayant fait l'objet d'un Bordereau de Suivi de Déchets (BSD) émis le 23/01/2024. Par courriel du 21/11/25, l'exploitant a transmis l'arrêté préfectoral autorisant la société ORTEC en tant qu'installation de transit ou de traitement de déchets dangereux. Il a ajouté que le « BSD n° 20240122-79DBGWHAP a été édité et signé le 23/01/2024 par erreur, puisqu'aucune collecte de déchets n'a eu lieu par l'entreprise ORTEC à ce moment-là. C'est pour cette raison que le BSD n'a pas été réceptionné par ORTEC. La collecte de déchets 2024 sur le parc de Mas de Naï a eu lieu en décembre 2024, via le Track Déchets BSD-20241203-2CR56T2XT, qui est visible sur Track Déchets en état "Traité". Le BSD du 23/01/2024 doit être supprimé. » Sur le BSD n°20241203-2CR56T2XT, la destination prévue (point 12) n'est pas remplie car c'est un BSD traité avec rupture de traçabilité , et que la destination ultérieure est en France (après prétraitement). Il n'est pas nécessaire de remplir la destination dans le cadre 12, seulement le code D/R. Pour l'année 2025, un nouveau BSD a été édité le 07/08/25. L'exploitant a précisé par courriel du 09/12/25 que ce « BSD avait été créé par le turbinier car les bacs étaient à moitié remplis. Au final

le retrait des déchets a été décalé au 12/12/25 afin de récupérer également les déchets de la maintenance préventive, ayant eu lieu d'octobre à fin novembre 2025. Il peut donc être supprimé. Un nouveau BSD sera édité le jour du retrait des déchets par Ortec. »
Le jour de l'inspection, il a été constaté l'absence de rétention dans le conteneur EOLBOX alors que plusieurs bacs ou bidons remplis d'huile usagée y étaient posés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 2 mois, l'exploitant doit :

- supprimer les BSD du 23/01/24 et du 07/08/25 sur Track Déchets ;
- mettre en place des rétentions dans l'EOLBOX.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Registre de maintenance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1

Thème(s) : Autre, Registre de maintenance – Vérification du respect de la mise en demeure

Prescription contrôlée :

Dans un délai d'un mois, [...] en mettant en place un registre recensant l'ensemble des opérations de maintenance qui ont été effectuées sur chaque éolienne (en lien avec le système DTBird et le visibilimètre), leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées. Ces éléments doivent reprendre à minima les opérations et fréquence prévues par les manuels d'utilisation (visibilimètre....) [...]

Constats :

L'exploitant a remis le registre de maintenance pour le SDA et le visibilimètre listant les maintenances préventives et curatives réalisées, les défaillances constatées et les mesures correctives engagées.

D'après le registre, la prochaine maintenance préventive sur l'ensemble des SDA équipant les éoliennes est prévue pour mai 2026. La maintenance du visibilimètre est prévue en octobre 2026.

Suite à une demande de l'inspection en 2023, l'exploitant a contacté le fabricant du visibilimètre qui lui a fourni un certificat de calibration de l'appareil pour une plage de visibilité se situant entre 10m et 20km. De plus, les capteurs de type SWS 200 de Biral sont dotés d'algorithmes complets de compensation des données et d'un programme de surveillance des défauts de détection, afin d'éviter la survenance d'erreurs du système. Enfin, une vérification du fonctionnement du système est effectuée annuellement par le maintenancier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôles visuels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles visuels
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : Dans le rapport de l'inspection réalisée en 2024, il était demandé à l'exploitant de transmettre le rapport du 1 ^{er} semestre 2024 relatif au contrôle visuel des pales par le maintenancier. Par courriel du 21/11/25, l'exploitant a remis le rapport des contrôles réalisés le 20/05/24 par le turbinier et maintenancier SIEMENS GAMESA sur les 14 éoliennes. Ce type de contrôles est effectué 2 fois par an par le turbinier au moyen de drones. Le rapport de contrôle est en anglais. Il reprend l'ensemble des constatations relevées sur les pales et les classe selon 5 catégories de gravité. Au total, 5 défauts de catégorie 4 et 1 défaut de catégorie 5 ont été observés. Suite à ce contrôle par drone, le turbinier programme les campagnes de réparation sur les pales.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 2 mois, l'exploitant transmet : - le rapport de contrôles des pales réalisés le 20/05/24 en version française ; - les rapports des contrôles visuels des pales réalisés au cours du 2 ^e semestre 2024 et les rapports de 2025 (en version française) ; - les rapports d'intervention du turbinier suite aux défauts constatés sur les pales en 2024 et 2025 (en version française).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : OREOL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Autre, OREOL
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.

[...]
Constats : Suite à l'inspection réalisée en 2024, l'exploitant a modifié les noms des éoliennes sur OREOL pour correspondre à ceux inscrits sur les mâts.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection de l'avifaune

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 2.1.1
Thème(s) : Autre, SDA - Vérification du respect de la mise en demeure
Prescription contrôlée : <p>Rappel de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17/11/21: La SAS Parc éolien Mas de Naï [...] est mise en demeure de respecter [...] dans un délai de 3 mois [...] l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2018-I885 du 06/08/18. Dans le cas où le système actuel DT Bird mis en place ne puisse pas répondre à l'objectif d'efficacité défini ci-dessus (seuil de mise à l'arrêt non adapté), une amélioration du dispositif existant ou un nouveau système de réduction devra être mis en place afin de répondre aux objectifs de l'article 2.1.1.</p> <p>Rappel de l'article 2.1.1 de l'APC du 06/08/18: Régulation des éoliennes par système de détection et d'effarouchement Chaque éolienne est équipée d'un système efficace de détection d'oiseau, couvrant l'ensemble des abords du mât et dans le champ complet de rotation des pales des éoliennes sur 360° (vision artificielle ou autre technique disponible). Ce système est asservi à des fonctions d'effarouchement sonore et de mise à l'arrêt. L'exploitant justifie : - que le dispositif choisi couvre l'ensemble des abords du mât et des pales des éoliennes sur 360°, - que les seuils d'effarouchement et de mise à l'arrêt retenu sont adaptés. L'exploitant s'assure par une organisation optimale et des contrôles périodiques appropriés et préventifs du bon état de fonctionnement des dispositifs de détection et d'asservissement. Tout dysfonctionnement de ces dispositifs conduit à l'arrêt immédiat des éoliennes concernées. Dans ce dernier cas, la remise en route des éoliennes s'effectue après transmission à l'inspection des installations classées d'élément justifiant la suppression du dysfonctionnement. Le fonctionnement de ce système, les seuils d'effarouchement et de mise à l'arrêt des éoliennes ainsi que les modalités de maintenance sont précisées dans un ensemble de procédures et de consignes écrites tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p>
Constats : Suite aux inspections précédemment réalisées, il restait à l'exploitant à transmettre le registre des demandes d'arrêt du SDA afin de démontrer le bon fonctionnement du SDA à l'approche d'individus d'espèces cibles. L'exploitant a remis les données d'arrêt des éoliennes suite aux ordres du SDA depuis le 01/01/25

jusqu'au 16/11/25. Ces données montrent la corrélation entre les détections et les régulations des éoliennes. Par sondage, il a été vérifié que les pales des éoliennes ralentissaient bien lors d'une détection d'oiseaux cibles en visualisant les vidéos des éoliennes E3 (19/05/25 à 14h03), E9 (11/06/25 à 11h51) et E17 (17/08/25 à 10h59) correspondant à des détections de Vautours et Circaète-Jean-le-Blanc.

Suite à l'inspection, l'exploitant a également transmis par courriel du 09/12/25 :

- La fiche de dimensionnement du SDA mise à jour avec les distances paramétrées pour l'effarouchement (100 m) et la régulation (600 m) ainsi que les schémas montrant les champs couverts par les caméras ;
- le bilan 2025 des dysfonctionnements mineurs du SDA (perte de communication avec système fonctionnel).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesures spécifiques en faveur des chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/08/2018, article 2.2

Thème(s) : Autre, Mesures spécifiques en faveur des chiroptères

Prescription contrôlée :

/.../

Les éoliennes seront équipées d'un système de modulation des machines permettant un arrêt des éoliennes dans des conditions de vent inférieure à 6 m/s et de température supérieure à 10°C pendant la nuit, entre 1 heure avant le coucher du soleil et 1 heure après le lever du soleil, pendant la période du 1er mars jusqu'au 31 octobre.

Ce système est effectif au 1er mars 2019

/.../

Constats :

Suite à l'inspection réalisée en 2024, l'exploitant a remis les graphiques des arrêts machines enregistrés du 1er mars au 31 octobre 2025. Ces graphiques permettent de confronter les arrêts réels des éoliennes aux arrêts théoriques liés au « bridage chiroptères ».

L'inspection constate que les éoliennes E7 et E14 ont fonctionné à plusieurs reprises respectivement en août et septembre 2025 alors que des arrêts « chiroptères » étaient requis. De même, l'ensemble des éoliennes a fonctionné à plusieurs reprises fin octobre alors que des arrêts « chiroptères » étaient requis. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier ces écarts.

Par ailleurs, suite à l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 16 janvier 2026, les captures d'écran effectuées sur le SCADA du maintenancier. Il souligne qu'une erreur de paramétrage est observée pour le mois d'octobre avec une mise en fonctionnement à 18h30 au lieu de 17h30. Il ajoute que ce paramètre est en cours de modification par le maintenancier. L'inspection constate que ce paramétrage horaire n'est pas établi automatiquement selon l'éphéméride.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant doit expliquer pour quelles raisons les éoliennes susvisées ont fonctionné alors que des arrêts en faveur des chiroptères devaient être appliqués. Le cas échéant, il proposera un plan d'actions correctives pour éviter que ces dysfonctionnements ne se reproduisent.</p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant doit paramétrer le bridage passif de mars à octobre, entre 1 heure avant le coucher du soleil et 1 heure après le lever du soleil, <u>en fonction de l'éphéméride</u>.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Autre, Accès parc
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'une voie d'accès carrossable et entretenue.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Autre, Intérieur aérogénérateurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'entrée des éoliennes E4 et E12 a été contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'intérieur de E12 était propre ; - Plusieurs chiffons souillés étaient au sol de E4. Par courriel du 09/12/25, l'exploitant a justifié, photo à l'appui, que les tissus ont été retirés par le maintenancier lors de la maintenance préventive le 04/12/25.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
--

Thème(s) : Autre, Extincteurs

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.

Constats :

A l'entrée des éoliennes E4 et E12, il a été constaté la présence d'un extincteur contrôlé en juillet 2025.

Les autres extincteurs n'ont pas été vérifiés.

Type de suites proposées : Sans suite
